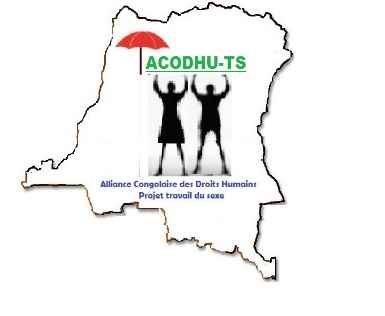
ALLIANCE CONGOLAISE DES DROITS HUMAINS PROJETS TRAVAIL DU SEXE

« ACODHU - TS »

*Email :* [*alliancecongolaisets@gmail.com*](mailto:alliancecongolaisets@gmail.com) *Téléphone : +243 852018744*



CONTRIBUTION DE L’ALLIANCE CONGOLAISE POUR LES DROITS HUMAINS DE PROJETS SUR LE TRAVAIL DU SEXE AU COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION

A L'EGARD DES FEMMES

Sujet générale : " "General discussion on TWGCGM "

Présentation  d’ACODHU-TS:

Les droits des femmes sont aussi les droits des travailleuses du sexe dans un contexte de travail du sexe dans la Région des Grands Lacs/Afrique, cas dans l’Est de la RD.Congo.

Introduction :

« ***Dans la sueur d’une travailleuse du sexe, le combat d’une femme pour l’amélioration des conditions vitale de sa progéniture et de sa communauté, exigence de sa protection en dehors de son Pays****.* »

Alliance Congolaise pour les droits humains de projets sur le travail du Sexe, ACODHU-TS, est la plateforme congolaise regroupant toutes les initiatives et organisations œuvrant pour la défense et la promotion des droits des travailleuses du sexe male, femelle et transgenres, depuis 2017. Ce réseau est une émanation des résolutions des leaders travailleurs du sexe qui ont participé à l’université des travailleurs du sexe, « SWA Academy », université de travailleurs du sexe dans sa session de 2015.

Avec comme objectif de regrouper et de renforcer toutes les initiatives et organisations afin d’un plaidoyer pour l’accès équitable à la santé et la protection en RD.Congo face à une législation silencieuse sur le travail du sexe.

Ce depuis plus de deux décennies que la RD.Congo sort d’un contexte post conflit armé entrainant une forte pauvreté poussant une dégradation totale du tissus économique, si toutes la communauté est victime de cette situation, les femmes sont doublement victime, dans ce contexte, elles qui surviennent à la prise en charge familiale, dans un climat du régime patriarcat, la femme n’a rien à dire et son cheffe de famille abandonné par les hommes plusieurs d’entre elles se livrent au travail du sexe comme moyen de survie.

Dans ce contexte les droits des filles et femmes sont complètement bafouer poussant les femmes dans la plus grande précarité nous pouvons énumérer 4 facteurs qui ont de l’impact sur la migration et la traite dans l’Est de la RD.Congo:

* **Facteur pauvreté :**

La situation politique en RD.Congo n’a pas mis en place l’émergence d’une politique favorable pour l’emploi de peuple, dans un régime patriarcat, seule les hommes sont privilégiés à l’emploi mettant de côté les femmes même dans l’instruction. Dans ce contexte de pauvreté aggravant, 80% des filles entre 14-19 ans sont déscolarisé par la famille pour attendre le mariage. Environ 18 millions de personnes sont analphabètes, sur une population estimée à plus de 77 millions d’habitants[[1]](#footnote-1) en RD.Congo au moment les études sont déclarée gratuites par la constitution depuis 2009, mais cela n’a jamais été mis en œuvre. Il y a aussi un fort abandon des filles dans les écoles pour cause de la pauvreté[[2]](#footnote-2).

N’ayant que le mariage comme issue, elles finissent dans le travail du sexe car plusieurs homme ont peur de prendre la responsabilité vu la pauvreté et préfère une demande de service sexuel en échange d’une maudite somme. N’étant pas considéré dans la société, il est constaté une forte acceptation sociales des violences à l’égard des femmes travailleuses du sexe.

* **Facteur d’instabilité politique dans la Région des Grands Lacs :**

La RD.Congo, est dans un contexte politique instable depuis plus de deux décennies, ou les bandes et groupes armés se battent avec l’armée gouvernementale ou parfois entre eux pour contrôler les zones minières, malheureusement cela est le cas aussi des Pays voisin. La présence des lois punitives vis à vis des femmes travailleuses du sexe les met à des conditions inconfortable, cela les poussent à l’immigration au risque des trafics pour à la recherche des clientèles plus offrant dans l’Est de la RD.Congo.

N’ayant pas une politique migratoire pour la défense des personnes et de leurs biens, les femmes travailleuses du sexe sont à la merci de tout traitement dans les Pays qui les accepte, Un afflux des femmes travailleuses du sexe dans un contexte d’insécurité aggravé est un exemple clair de la confusion qui règne entre le trafic des femmes et le travail du sexe consentent.

**Pourquoi l’Est de la RD.Congo ?**

L’Est de la RD.Congo est considéré comme la zone des trafics illicites des minerais, présence des zones de négociation de minerais et d’achat de marchandise, ces zones sont devenus des cités ou on y trouve les bars, les hôtels, les magasins, bref un mouvement intenses de population et de creuseurs, dans ce contexte le service sexuel est fortement exercé mais aussi d’autre services commerciaux.

Tenez si à KAMITUGA et MUKUNGWE, les deux cités minières ou les services sexuels se négocie en échange en Or ou Cassitérite, dans ce contexte il est constaté un afflux des travailleuses du sexe autochtones et immigrés depuis 5 ans en provenance du Rwanda, Burundi, Tanzanie, Uganda même Kenya. 1879 travailleuses du sexe Burundaises, 622 Tanzaniennes, 203 Rwandaises et 44 Ougandaises enregistrées en 2018[[3]](#footnote-3).

Il y a aussi un afflux des hommes en quête de sexe de survie convoité par les trafiquants[[4]](#footnote-4)

Il n’y a pas de mesure de prise en charge spécifique dans les structures de prise en charge médicale mais aussi de protection. Dans le Camp de Réfugier de LUSENDA prise en charge par le UNHCR qui hébergent plus de 6000 Burundais, il est constaté un nombre important des travailleuses du sexe refugiés œuvrant dans les cités environs (Uvira et Fizi) victimes des viols et violences sexuelles car ne bénéficiant d’aucune mesure de régulation.

HODSAS - RD.Congo a organisé des rencontre de plaidoyer avec les responsable de OIM et UNCHR pour une régulation ou la mise en place d’un corridor de prévention des travailleuses du sexe de la Tanzanie – Burundi - Rwanda – RD.Congo[[5]](#footnote-5).

L’instabilité politique dans la Région a eu de l’influence sur les violations des droits humains dont sont objet les femmes travailleuses du sexe, une harmonisation de la protection des femmes à l’instar des toutes les femmes migrantes dans le monde permettre à la RD.Congo de respecter ces engagement.

* **Facteur mouvement de population**

Depuis plus de deux décennies, la situation politique à pousser plusieurs mouvements de population, la Région des Grands Lacs est depuis en mouvement perpétuelle dû aux lois punitives et a des politiques défavorables aux femmes, filles et aux femmes travailleuses du sexe. Pour cela, ces mouvements de population ne facilitent pas la tâche aux femmes qui sont les premières victimes de cette situation.

Tenez, il a été déclaré par que plus de 20000 des personnes ont vu quitter leurs Pays dans la région des grands Lacs,

Dans ce contexte la vulnérabilité est doublée par deux mais celle de la femme travailleuse du sexe par quatre, car le non reconnaissance de son travail le pousse à la clandestinité d’où à la précarité.

* **Par rapport au contexte légal en RD.Congo :**

La Loi nº06/018 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le décret du 30 janvier 1940 portant code pénal congolais et la loi nº 06/019 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le décret du 06 Aout 1959 portant code de procédure pénale congolais dans ses paragraphe 2, article 174 b et paragraphe 3, 174 c:, le législateur congolais pénalise le souteneur/proxénétisme et la prostitution forcée, mais rien n’est dit sur la prostitution ou il y a consentement de deux parties.

Cette ambiguïté et silence dans notre législation favorise des abus grave de violation des droits humains. Favorisant des abus de tous genres par la communauté et les services étatiques de protection.

Plusieurs initiatives ont été menée par des organisations pour un plaidoyer mais cela était solitaire voilà pourquoi la mise en place de ACODHU-TS pour coordonner l’action de plaidoyer a un haut niveau.

Mais un besoin en appui est exigé pour que la problématique sur la législation congolaise en matière de droit sur le travail du sexe soit exigée mais surtout accompagner. La RD.Congo est au centre de l’Afrique mais surtout au centre d’une vaste action de l’Est à l’Ouest de l’Afrique pour la promotion des droits des femmes travailleuses du sexe. En le changement de loi en RD.Congo aura de l’influence sur les autres Pays voisines et dans la Région.

L’impact de ces facteurs sur le travail du sexe en RD.Congo en général et dans l’Est en particulier

L’afflux des femmes et filles travailleuses du sexe dans l’Est de la RD.Congo dans un contexte de sexe de survie a poussé l’Etat Congolais mais aussi d’autre Pays limitrophe (Burundi et Tanzanie) à arrêter et séquestrer les femmes et filles travailleuses du sexe suite aux allégations des trafic/exploitation des femmes à des fins sexuels.

En RD.Congo, le phénomène « UJANA »[[6]](#footnote-6) basée sur l’arrestation des travailleuses du sexe mineures qui a vu l’arrestation de 601 sur 640 travailleuses du sexe majeurs. Poussant des milliers dans la clandestinité avec croissance des actes d’acceptation sociale des violences faites aux travailleuses du sexe.

Cette action a entrainé une pénalisation de travail du sexe aux yeux de la société congolaise avec effet dans plusieurs autres provinces dont dans l’Est de la RD.Congo.

Ce qui est grave est la croissance des rejets, refus et la non prise en compte des plaintes et accusations des femmes travailleuses du sexe auprès des officiers de police Judiciaires même si il y a flagrance. Favorisant les actes de violation des droits humains à l’égard des femmes travailleuses du sexe majeurs pourtant réduit par les actions des initiatives et organisations des travailleuses du sexe et surtout par les protocoles de collaboration avec la Police Nationale Congolaise.

Comment y remédier dans ce contexte particulier dans la Région de Grand LACS en Général et la RD.Congo en particulier ?

La promotion des droits humains pour tous est impérative car les conséquences sont graves pour l’humanité. Comment parler des OMD ou de 90-90-90 objectifs de l’OMS quand des milliers des travailleuses du sexe qui sont directement lié à la prévention sur le Vih ne sont pas protéger dans tous les Pays des Grands LACS ? Comment parler de la protection des femmes travailleuses du sexe quand en RD.Congo les arrestations, les expulsions et objets des violences de tous genres diligentées par l’Etat Congolais (Action UJANA).

Comment parler de la défense de droits des femmes en 2019, quand l’accès aux services du planning familial est encore sélectif en RD.Congo[[7]](#footnote-7), aucune statistique pour les femmes vivant seul.

En ce qui nous concerne, voici les recommandations que nous présentons à l’instar de la rencontre sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, la femme travailleuse du sexe dans un contexte particulier dans la Région des grands LACS:

* Reconnaitre légalement le travail du sexe comme travail en RD.Congo ;
* Publier une compréhension nette sur le travail du sexe comme travail et l’exploitation sexuelle comme délit de droits ;
* Respecter les engagements Pays par rapport aux lois et traiter internationaux signée en matière de la protection des droits des femmes ;
* Garantir une justice équitable de toutes les femmes devant la loi migrante comme autochtones.
* Pousser les Nations dans la région des Grands Lacs et la RD. Congo en particulier à faciliter la régulation et la fluidité sécurisée des mouvements des femmes travailleuses du sexe dans un contexte de sexe de survie.
* Mettre en place des services spécialisés pour le monitoring des cas des violations des droits des femmes dans la région qui est objet de plusieurs abus.

Exemples d’approche existante de lutte contre la traite fondée sur les droits de l’homme dans le cadre de sexe de survie

* La mise en place d’une plateforme nationale des organisations et initiatives des travailleuses du sexe, ACODHU-TS est une approche pour réduire les préjugés de la communauté mais surtout de l’Etat et identifier les filles et femmes qui sont les victimes de la traite dans l'industrie du sexe.
* Le renforcement de capacité des femmes leaders travailleuses du sexe capable de parler de leurs travails mais surtout de leurs vies et de leurs apports dans la vie commune de leurs familles (SWAA Academy), une approche forte au cœur de la création d’un leadership fort des femmes travailleuses du sexe:
* Accompagnement des actions de plaidoyer pour la reconnaissance des droits des travailleuses du sexe, cas de la session de plaidoyer avec les organisations de la société civile et Etatique sur la problématique légale de la perception de travail du sexe en RD.Congo en est un exemple.

En conclusion pour ce qui est ACODHU-TS, la CEDAW est une opportunité pour mettre à la disposition du monde et surtout des décideurs des recommandations pour garantir les droits des femmes et filles mères qui vivent de travail du sexe dans un contexte migratoire très particulier qui s’est vie dans l’Est de la RD.Congo.

Nous espérons que notre contribution donnera une autre dimension a cette rencontre pour la promotion des droits des filles et femmes qui font vivre leurs familles par le travail du sexe comme travail et non comme une exploitation ou traite dans l'industrie du sexe.

1. https://www.radiookapi.net/actualite/2014/09/09/la-rdc-compte-18-millions-danalphabetes [↑](#footnote-ref-1)
2. http://www.skolo.org/2006/03/09/problematique-de-la-scolarisation-des-filles-dans-lenseignement-secondaire/ [↑](#footnote-ref-2)
3. Rapport Annuel UMANDE 2018 [↑](#footnote-ref-3)
4. International Conférence for AIDS and STIs in Africa, Abidjan/cote d’Ivoire, 4 -9 December 2017 « Analyse épidémiologique de l’intégration des réfugiés HSH et transgenre à la promotion croisées de la prévention du VIH/SIDA» TUPDC137 www.icasa2017.org [↑](#footnote-ref-4)
5. Rapport de plaidoyer OIM, UNCHR et ONUSIDA HODSAS2018 [↑](#footnote-ref-5)
6. https://www.nswp.org/resource/nswp-denounces-the-harassment-arrests-and-detention-sex-workers-drc [↑](#footnote-ref-6)
7. <http://planificationfamiliale-rdc.net/autres-enquete-aupres-de-la-population-sur-lusage-de-contraceptifs.php>. [↑](#footnote-ref-7)